fomenté les mauvaises mœurs, en ce qu'ils ont nommé révocables les Curés de leur Diocèse ; tous ces mêmes Prêtres, d'avoir consenti à une immoralité patente et publique ; le Gouvernement Métropolitain et Provincial, tous les Magistrats, Procureurs Généraux et autres habitants du Canada, d'y avoir connivé ? Quelle immoralité, que celle pratiquée dans l'Eglise universelle pendant plus de mille ans, en France jusque vers la fin du dix-septième siècle, dans tous les pays de Mission jusqu'à nos jours !

(p. 49. *nous rentrons donc dans le Droit commun.*) Vous devez avoir une conscience, Mr. l'Avocat ; et cependant vous parlez ici contre ce que vous saviez : mais j'aime mieux l'attribuer à oubli de votre part. Vous l'avez dit vous-même (p. 9 de votre Livret), que le Droit commun ecclésiastique de France devait être soumis aux lois particulières de ce pays, relativement à nous ; donc si, d'après votre concession momentanée, l'Edit de 1679 n'a point force de loi par lui-même, nous rentrons, non dans le Droit commun, mais sous la loi de 1663, faite pour le Diocèse de Québec, et qui, selon vous encore (p. 12.), établit clairement l'amovibilité.

(Ibid. *de bouleverser l'ordre public.*) Nous osons le demander à tout homme impartial : quel est celui qui veut bouleverser l'ordre public, l'ordre réputé légal par tous et sans contradiction depuis plus de 150 ans ? Est-ce l'Evêque, qui ne fait que maintenir la discipline observée dans son Diocèse depuis l'Etablissement du Pays ; ou bien l'homme qui, sous prétexte d'une loi pour le moins équivoque, laquelle n'a point été exécutée pendant un siècle et demi, veut changer aujourd'hui l'ordre des choses, qui